



JOURS DE CARENCE, AUSTÉRITÉ, RETRAITES, DÉNIGREMENT DES FONCTIONNAIRES, TROP C'EST TROP ! EN GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS LE 5 DÉCEMBRE

sante-secu-social.npaz009.org — Novembre / décembre 2024

npa-l'anticapitaliste.org

Les résultats de la politique de cadeaux aux plus riches et aux entreprises, pratiquée par Macron est là. Sept ans d'exonération de cotisations sociales (82 milliards par an), de baisse des impôts pour les plus fortunés (ISF, impôt sur les sociétés), d'aide aux entreprises sans aucune contrepartie (quatre € sur dix du budget de l'État sont affectés au « soutien » aux entreprises) aboutissent à :

- Une vague de licenciements et de fermetures, de délocalisations sans précédent (Michelin, Auchan, Stellantis...et des centaines d'autres).
- Un déficit de l'État et de la Sécurité sociale créé de toutes pièces. Ce « déficit » n'est pas dû à des dépenses trop importantes, mais à un manque de recettes résultant des cadeaux fait sans compter et sans contrôle aux patrons pour les « inciter » à investir. Les employeurs empochent, licencient et délocalisent quand même.

Désavoué dans les urnes, Macron prétend, grâce au gouvernement Barnier, nous présenter l'addition de sa politique avec le soutien de la droite et jusqu'à maintenant la complicité du Rassemblement National.

Refusons les 40 milliards « d'économie » qu'ils veulent nous imposer dont

- La suppression de services publics locaux
- La baisse des pensions de retraites, non indexées sur l'inflation
- 4 000 postes d'enseignants en moins
- Des budgets d'hôpitaux bloqués ou en baisse, avec de nouvelles fermetures de lits et de service
- La hausse de la fiscalité sur l'électricité
- La baisse des remboursements des consultations

médicales et des médicaments avec pour conséquence une nouvelle hausse des mutuelles

- Et peut-être nouvelle journée de travail gratuit.

Une nouvelle fois les fonctionnaires désignés, comme « privilégiés » sont dans le collimateur avec

- Le blocage du point d'indice.
- Le blocage des recrutements
- 3 jours de carences (non compensés, contrairement au secteur privé) en cas d'arrêt maladie.

FAIRE CONVERGER LES LUTTES

Trop c'est trop. Pour imposer le retrait de toutes ces mesures, et mettre en échec le plan d'austérité de Barnier/Macron, il n'y a d'autre solution que de se faire entendre par la mobilisation.

Le 5 décembre tous les personnels dans la fonction publique sont appelés à la grève. Elle doit être un succès. C'est nécessaire, mais cela ne suffira pas. Pour faire reculer ce gouvernement illégitime, l'action doit se poursuivre, avec toutes celles et ceux qui sont confrontés à la brutalité patronale et gouvernementale : cheminots en lutte, à partir du 12 décembre, contre la privatisation, salariéEs du privé s'opposant aux licenciements, fermetures et délocalisations. Toutes et tous ensemble, c'est la seule voie pour gagner !

antifascistes,
antiracistes,
écologistes,
féministes,
anticapitalistes

Suivez-nous
sur les réseaux !



HÉROS OU FAINÉANTS ?

Hier «héros» quand il fallait aller «au front» contre le COVID, les personnels hospitaliers sont aujourd'hui stigmatisés à cause de leur absentéisme pour maladie par le ministre de la fonction publique, G. Kasbarian. Il ne se pose même pas la question des raisons de cet absentéisme dont son gouvernement et ses prédécesseurs sont directement responsables. Pour que les personnels hospitaliers aillent mieux et ne soient pas obligés de s'arrêter il faudrait commencer par agir sur le manque d'effectifs, les conditions de travail insupportables, le management toxique, l'impossibilité de faire bien son travail. Ce n'est sûrement pas en nous montrant du doigt, et en nous pénalisant un peu plus que la situation va s'améliorer.

VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES EN MÉDECINE, VERS LA FIN DE L'IMPUNITÉ ?

Depuis plusieurs mois, bravant le pouvoir médical patriarcal et son corollaire la culture dite « carabine », plusieurs mobilisations collectives, associant collectifs féministes, organisations syndicales de salariéEs et d'ÉtudiantEs, associations d'usagers et d'usagères, permettent qu'enfin, la question des violences sexistes et sexuelles en médecine soient mises sur le devant de la scène.

Mêlant collages féministes, actions juridiques, témoignages publics, manifestations de rue, actions syndicales auprès des universités, des employeurs ou des tutelles, l'impunité et l'omerta se fissurent. Et obligent à agir.

Même l'ordre des médecins (fondé sous le régime de Vichy pétainiste rappelons-le), acculé devant l'ampleur et la nature des faits révélés par ces différentes mobilisations, a été obligé de faire son enquête et de reconnaître que nombres de témoignages de violences sexistes et sexuelles avait été occultés ou niés de sa part alors qu'il en avait été saisi.

Les chiffres de cette enquête sont édifiants. 1 femme médecin sur deux dit avoir été victime de violences sexistes ou sexuelles infligées par un confrère, 6 % déclarent avoir déjà subi une agression sexuelle et 1% un viol, de la part d'un autre médecin ou étudiant en médecine.

Les faits sont têtus : Sur Tours, Limoges, Paris et Toulouse, il aura fallu plusieurs initiatives syndicales, associatives, la mobilisation des salariéEs avec menace de grève et de droit de retrait, et la sortie de nombreux articles de presse sur le sujet, pour obliger le ministère à agir et l'ARS (Agence Régionale de Santé) d'Occitanie à suspendre l'affectation dans un service de radiologie d'un interne en médecine condamné au tribunal pour agressions sexuelles.

Pour autant, rien n'est encore gagné. L'interne a fait appel de la décision de l'ARS. Les fresques dans les internats ou banderoles lors des soirées de médecine subsistent encore, portant atteinte à la dignité humaine, participant

de manière permanente et répétée au harcèlement sexiste et sexuel d'ambiance, contribuant ainsi au continuum des violences faites aux femmes.

Cela signifie que le message n'est toujours pas passé, que la complaisance à l'égard de ces agissements persiste, que nous sommes même dans le cas d'une résistance idéologique à la vague « MeToo » à l'hôpital qui émerge.

Qu'à cela ne tienne, la mobilisation est enclenchée et ne s'arrêtera pas. Un Collectif contre les violences sexistes et sexuelles en santé regroupant 13 associations et organisations représentant des étudiantEs, patientEs et professionnelles de santé vient par exemple de se créer. Les #MeTooMédecin, #MeTooHôpital fleurissent. La honte a changé de camp.

